



Solidarité avec les femmes de la Résistance iranienne

A l'occasion du 8 mars, une conférence de solidarité avec des femmes de la Résistance et du soulèvement en Iran a réuni autour de Maryam Radjavi, à Auvers-sur-Oise, des militantes des droits des femmes et du mouvement pour l'égalité venues d'Europe, d'Australie, d'Amérique et d'Asie. (page 2)



La Fête du Feu, le cauchemar du pouvoir



- Casse-tête majeur pour le pouvoir, la Fête du Feu, «Tchahar-chambéh-souri», le 16 mars, annonce un nouvel embrasement populaire.
- Chaque année, mises en garde et interdits pleuvent contre des réjouissances qui ont toujours servi de tremplin à la contestation. Les réseaux de résistance ont déjà fixé les rendez-vous pour alimenter les feux de joie avec les effigies du guide suprême Ali Khamenei et de Mahmoud Ahmadinejad.

Blocus inhumain d'Achraf

- Depuis octobre 2009, toutes les livraisons de carburant sont bloquées
- Les forces irakiennes renvoient un camion de carburant destiné à Achraf après 14 jours d'attente

Page 4

- Le régime est mobilisé pour empêcher une nouvelle journée de contestation.
L'ensemble de l'appareil répressif s'ingénie à planifier des mesures pour étouffer ces festivités de la fin de l'année persane. Selon les sources de la Résistance iranienne, une réunion spéciale s'est tenue fin février à la base Sarollah, *Suite page 3*

Solidarité avec les femmes du soulèvement en Iran et de la Résistance

A l'occasion du 8 mars, une conférence de solidarité avec des femmes de la Résistance et du soulèvement en Iran s'est tenue à Auvers-sur-Oise dans le nord de Paris, réunissant autour de Maryam Radjavi des militantes des droits des femmes et du mouvement pour

l'égalité venues d'Italie, d'Espagne, de Grèce, d'Algérie, de Palestine, d'Australie, des Etats-Unis, du Canada, d'Angleterre et de France. Cette conférence qui s'est déroulée le 5 mars, était organisée par la commission des femmes du CNRI

Cette réunion s'est ouverte avec l'intervention de Mme Radjavi, suivie de témoignages enrichissants dont voici des extraits :

Maryam Radjavi, présidente élue de la Résistance iranienne :
Vous savez que les mollahs ont créé un enfer pour les femmes, avec une répression sauvage, des humiliations systématiques, un apartheid sexuel et la privation des droits et des libertés les plus élémentaires. Le résultat de ce système arriéré, a été la misère et la détresse des femmes, avec ce noir bilan :

- un quart des femmes iraniennes sont victimes de dépression et de troubles psychologiques.
- les femmes ne sont que 12 % des acteurs économiques du pays.
- 2 millions de femmes très pauvres sont responsables de familles.
- 300.000 femmes sont victimes de la prostitution pour le seul Téhéran.

Ce système a aussi produit une répression sauvage qui a exécuté des dizaines de milliers d'opposantes politiques, torturé des dizaines de milliers d'autres et licencié, écarté et exilé des millions de femmes.

Tout cela accompagné d'une grande souffrance causée par le contrôle et l'inquisition quotidienne, et toute sorte d'humiliations et d'insultes impossibles à évaluer. En fait, c'est une oppression particulière qu'on ne peut définir et qui ne connaît pas de limites. Un exemple, c'est le viol systématique des prisonnières. Un autre exemple, c'est le code vestimentaire. Il n'y a pas de règle écrite ni de critère. Les sanctions vont du genre de vêtement, de sa couleur et de sa taille jusqu'au comportement et la manière de parler. Avec ce que subissent les femmes en Iran, vous pouvez imaginer la situation de la société. L'oppression de la femme en Iran, indique une vie inhumaine dans la société. Or, la libération et le progrès d'une société commence avec la fin de l'oppression des femmes. La présence



A partir de la gauche: Jocelyn Scott, juriste australienne, Danièle Rousseau présidente de "Dirigeantes", Sarvnaz Chitsaz, présidente de la commission des Femmes du CNRI, Maryam Radjavi, Anissa Boumediene, juriste et écrivain algérienne, Sahar Al-Ghavassemi, députée palestinienne.

des femmes dans le soulèvement et leur appel à un changement de régime, marque la victoire d'un chemin suivi par l'avant-garde de cette lutte, en particulier les femmes d'Achraf.

Anissa Boumediene, algérienne, juriste et écrivain : Madame la présidente, vous luttez avec une obstination et une ténacité sans faille, vous luttez avec détermination et courage, vous ne doutez pas qu'au bout du tunnel, il y a toujours la lumière, même si elle met souvent du temps à se manifester. Vous êtes le porte-parole de tous les combattants et combattantes de l'ombre.

Elisabeth Sydney, britannique, Présidente des "Femmes pour la liberté et l'égalité" : en Iran, les femmes ont un courage étonnant. Les femmes sont en tête des manifestations, malgré la répression violente. Nous devons nous rappeler qu'elles se battent contre l'intégrisme qui ne peut pas exister sans la subjugation des femmes. Je crois que l'aube se lève enfin après tant d'années en Iran et cela annonce de grands changements pour le monde.

Catherine Legna, coordinatrice du Comité international des Juristes pour la défense des victimes de la

répression du soulèvement en Iran:

En plus de saluer le courage de ces femmes de la Résistance, je pense que ce qu'il faut saluer, c'est aussi leur extrême endurance, persévérance, patience et capacité. Parce qu'on peut être courageux une journée, on peut se battre un mois, mais cette patience d'années, à continuer à faire la même chose, c'est quelque chose d'admirable qui doit provoquer notre plus grande estime.

Renée Le Mignot, co-présidente du MRAP : Il faut plus que jamais, être solidaire de ce peuple héroïque. Tous les témoins l'ont dit : il n'y a aucun espoir de voir reculer cette barbarie, tant que ce régime sera en place. Il n'y a donc qu'une seule solution, c'est le renversement de ce régime, par le peuple iranien et par sa résistance, alors seulement on arrivera au bout du tunnel.

Jocelyn Scott, juriste australienne: Ce que nous savons, c'est que le viol a été reconnu comme un crime de guerre. Et quand un gouvernement illégitime et intégriste, le gouvernement d'Iran, s'engage sur ce terrain contre ses propres citoyens, ses propres femmes, il faut reconnaître qu'il commet un crime de guerre. On ne peut pas soutenir un régime qui commet ce

“

**Le viol a été
reconnu comme
un crime de
guerre.
Quand un
gouvernement
illégitime et
intégriste en Iran
s'engage sur ce
terrain, il faut
reconnaître
qu'il commet un
crime de guerre**

**Jocelyn
Scott, juriste
australienne**

que fait le régime intégriste d'Iran.

Nena Venestanou, artiste grecque : Nous devons aussi faire notre devoir envers le peuple iranien. Les Nations Unies doivent protéger les droits des hommes et des femmes en Iran. Il faut libérer les prisonniers, arrêter la torture. Vous avez beaucoup de choses à faire et nous sommes là à vos côtés.

Ahlam Balazs, juriste canadienne : La lutte pour la liberté et la démocratie plonge ses racines dans les efforts incessants et héroïques de nos sœurs en Iran et au camp d'Achraf, et peuvent servir de source d'inspiration à tous les défenseurs de la liberté dans le monde.

Danièle Rousseau, présidente de l'association "Dirigeantes" : Je suis tout à fait sûre que vous réussirez et année après année nous en avons la preuve. Le 8 mars est certainement une journée internationale pour nous toutes, femmes d'Europe, d'Asie, d'Iran, mais j'espère que ce sera aussi une journée internationale d'action pour vous soutenir dans cette lutte et dans ce long chemin.

Enrica Giordano, italienne, présidente de l'association "Libere" :

Le CNRI présente un cas unique dans le monde, avec un parlement

composé de 52% de femmes. C'est un grand signe de l'importance que la Résistance donne à la question de la femme, contre le régime misogyne des mollahs. Ce parlement est sa réponse à la misogynie !

Eulàlia Pasqual, juriste espagnole : Je veux saluer l'héroïsme des femmes d'Iran parce que pour nous, les défenseurs des droits humains de l'occident, normalement le défi c'est de supporter l'horreur des images, mais ce n'est pas d'aller lutter. Donc j'ai un grand respect. Je souhaite annoncer aussi que le conseil municipal de Barcelone a adopté à l'unanimité, une résolution qui condamne le régime d'Iran.

Monique Auguste, linguiste canadienne : Les femmes en Iran font entendre leurs protestations comme un chant de guerre pour leur liberté. Je dis aux mollahs : vous êtes des gardiens de la révolution, mais les femmes dans la rue, sont des gardiennes de la résistance. Nous n'avons pas peur.

Raheel Reza, écrivain et islamologue canadienne : La lutte des femmes en Iran et spécialement la lutte des femmes à Achraf est ma lutte. C'est ma lutte à tous les niveaux de mon être. C'est ma lutte en tant que femme, car ces femmes



“

Je souhaite annoncer que la ville de Barcelone a adopté à l'unanimité, une résolution qui condamne le régime d'Iran.

Eulàlia Pasqual, juriste espagnole

ont été enchaînées. C'est ma lutte en tant qu'être humain, car ce que fait ce régime en Iran, il ne le ferait pas avec des animaux. Et enfin la lutte des femmes en Iran et à Achraf est mienne en tant que musulmane parce que chaque acte commis par ce régime "islamique" est une gifle sur mon visage de musulmane.

Sahar al Ghavassemi, député palestinienne : Permettez-moi de souligner mon soutien à la lutte de mes sœurs dans la Résistance iranienne pour obtenir leurs droits et l'instauration d'un système démocratique, pluraliste et qui défend les droits de l'homme. Nous sommes avec elles, car rien ne justifie, sur le plan politique ou religieux, le viol, le meurtre et la privation de liberté.

La fête du feu

Suite de la page 1

QG les gardiens de la révolution pour le contrôle de Téhéran.

Elle a donné lieu, en présence des représentants des pasdarans, du Bassij, de la police et du ministère du Renseignement (le Vevak), à une évaluation de la situation dont voici un résumé :

La Fête du Feu est imbriquée dans la tradition culturelle iranienne, par conséquent, en dépit de toutes les mesures, le pouvoir ne pourra empêcher les regroupements et les feux traditionnels. Il faut craindre toutefois que sous prétexte de rassemblements autour du feu, on commence à lancer des slogans contre le pouvoir et que des mouvements de révolte éclatent.

Le casse-tête vient du trait caractéristique de la fête : contrairement aux précédents mouvements qui se déroulaient dans des endroits déterminés et des places symboliques, le festival du feu, lui, va se dérouler à chaque coin de rue, dans chaque quartier, dans toute la capitale. Toutefois, les forces de sécurité

ne doivent pas négliger les centres névralgiques et les principaux points de ralliement comme Téhéran-Pars, Haft-Hoz Narmak, Telefonkhaneh Narmak et les places Mossadegh (Vali-Asr) et Vanak.

Selon les organes de répression, la période critique va s'étendre sur une douzaine d'heures, de 17h à 2h du matin.

Lors de cette réunion, des commandants ont convenu que pour dissuader les rassemblements, une campagne politique et sécuritaire sera nécessaire à l'échelle nationale pour « sensibiliser » la population sur les « dangers » des feux d'artifice et du festival du feu en général. Pour éviter d'exacerber le mécontentement, ils entendent faire intervenir les forces de l'ordre sous-prétexte de « souci de sécurité publique ».

Ils veulent aussi créer un climat de peur et de délation : la radiotélévision et la presse doivent encourager à dénoncer ceux qui s'adonnent aux préparatifs de la fête. La campagne de propagande doit se combiner à une vague d'interpellations



dans les quartiers. Pour repérer à l'avance les contestataires, des éléments des pasdarans, de la milice du Bassij et de la police se sont répartis à travers Téhéran. Une semaine avant le festival, la police va intervenir dans les quartiers sous prétexte de protéger les citoyens et procéder à des arrestations massives. Le pouvoir judiciaire a brandi de lourdes peines allant jusqu'à trois ans de prison.

Craignant les réactions de la population, les pasdarans et le Bassij ont reçu pour instruction de ne pas intervenir en uniforme, mais plutôt en civil. Le moral de la police est au plus bas et les responsables ne sont pas très optimistes quant à leur capacité de contrôler la situation lors de *Tchahar-chambéh-souri*.

Le blocus inhumain de la Cité d'Achraf se poursuit

Les forces irakiennes renvoient un camion de carburant destiné à Achraf après 14 jours d'attente



Dans la soirée du jeudi 11 mars, les forces irakiennes ont renvoyé un camion citerne de carburant qui attendait depuis deux semaines d'entrer à Achraf. Le comité irakien responsable de la répression d'Achraf lui a refusé l'autorisation d'entrer après l'avoir immobilisé sur un parking devant le camp. Plusieurs véhicules transportant des équipements et du ravitaillement ont également été renvoyés en même temps après deux semaines d'attente. Voilà plus de deux semaines que les forces irakiennes mettent des obstacles et des délais à la livraison du carburant et de l'approvisionnement aux résidents d'Achraf, que ces derniers se procurent avec beaucoup de difficultés et payent de leurs propres deniers. Voilà près de six mois que dans le cadre des pressions sur les résidents, le comité de répression d'Achraf s'oppose à l'entrée du carburant dans le camp. Durant cette période, seul le carburant nécessaire à 20 jours a pu être livré. Ce qui a créé de nombreux problèmes et difficultés aux résidents durant la période hivernale très froide.

A partir de 2003, selon les quotas de carburants accordés aux citoyens irakiens, les résidents d'Achraf achetaient chaque mois leur part de carburant et de dérivés pétroliers au ministère du Pétrole irakien. Depuis 2006, cette quote-part a été coupée, et les résidents doivent en acheter à des prix bien plus élevés au marché libre ou à l'étranger. Mais dès octobre 2009, toutes les livraisons de carburants à Achraf ont été bloquées.

Ces pressions sont des violations flagrantes du droit humanitaire international, des lois internationales régissant les droits de l'homme et des conventions de Genève en particulier de l'article 3 commun. Les responsables du blocus cruel d'Achraf sont passibles de poursuites en justice pour ces violations.

La justice espagnole poursuit un certain nombre d'autorités irakiennes pour avoir violé la 4e convention de Genève qui octroie la protection aux résidents d'Achraf et pour les meurtres commis les 28 et 29 juillet 2009 dans le camp, les accusant de crimes contre l'humanité. Un dossier judiciaire a été ouvert en ce sens. La Résistance iranienne appelle le Secrétaire général de l'ONU, son représentant spécial en Irak, le Conseil de sécurité, le Haut commissaire aux droits de l'homme, et la MANUI, à prendre des mesures urgentes pour lever le blocus inhumain d'Achraf, en particulier l'interdiction de livrer du carburant.

Khamenei ordonne un maximum de fraudes dans le scrutin en Irak

Selon des informations dignes de foi, Khamenei, le guide suprême des mollahs, a chargé les gardiens de la révolution et à la force terroriste Qods dès la fermeture des bureaux de votes en Irak à 17 heures le 7 mars, d'appliquer le modèle de l'élection présidentielle iranienne avec un maximum de fraudes et de substitution d'urnes.

Khamenei et Ahmadinejad, ainsi que Larijani, le président du parlement des mollahs, avaient annoncé que le régime iranien ne laisserait pas les forces démocratiques et nationalistes irakiennes remporter le scrutin. Les ordres venus de Téhéran

indiquent qu'il faut remplir les bulletins des abstentionnistes en faveur des listes « chi'ites » et les mettre dans les urnes. Il faut que ces bulletins soient dans les urnes lorsque l'on procèdera à leur ouverture et au comptage des voix.

Les informations concernant les progrès faits par la liste Al Irakia conduite par le Dr. Ayad Allawi dans diverses parties de l'Irak ont été reçues avec amertume par les mollahs qui les trouvent insupportables. Des urnes bourrées à l'avance avec de faux bulletins doivent être substituées ou ajoutées aux urnes collectées dans les bureaux de vote.

Appel contre l'exécution d'un prisonnier politique

La Résistance iranienne appelle l'ensemble des organisations internationales et des défenseurs des droits humains à intervenir de toute urgence pour empêcher l'exécution de Mohammad Amine Valian, un jeune prisonnier politique de 20 ans.

Le système judiciaire des mollahs a condamné à mort cet étudiant de l'université de Damghan sous le chef d'inculpation de *Mohareb* ou « ennemi de Dieu » (presse officielle du 1er mars)

Privé du droit d'être assisté par un avocat, il a d'abord été condamné dans un simulacre de procès où le juge Salavati l'a accusé d'avoir eu des pierres à la main, d'avoir lancé le slogan de « *Mort au dictateur* » dans la révolte de l'Achoura le 27 décembre,



Mohammad Amine Valian

de « *Moharebeh* (guerre contre Dieu), d'association et collusion contre la sécurité du régime du guide suprême et de propagande à son encontre». La sentence a été confirmée en appel. Par ailleurs, le 16 février, Amir Reza Arefi, âgé de 21 ans, avait lui aussi été condamné à mort comme *Mohareb* dans un autre simulacre de procès.

Onze exécutions dans quatre villes

Le régime des mollahs a annoncé l'exécution de onze prisonniers. Les exécutions visent à accroître le climat de peur avant la manifestation de masse prévue le 16 mars, pour la traditionnelle fête du feu en Iran. Selon les médias officiels, le 27 février, cinq prisonniers identifiés comme Rouhollah Kh., Saïd M., Chokrollah N., Fereydoun N., et Zabihollah Kh. ont été pendus à Kerman, dans le sud de l'Iran. Trois autres hommes ont été pendus à Birjand pour le meurtre présumé de policiers. Le 9 mars ce sont deux prisonniers qui ont été pendus à Khorramabad et le 12 mars un prisonnier à Ahwaz.

Le nombre total d'exécutions selon les informations parues dans les médias officiels depuis le début de l'année iranienne en cours (le 21 mars 2009) a dépassé les 440. Le chiffre réel des exécutions est beaucoup plus élevé, car il comporte les exécutions secrètes, celles non déclarées par les médias et les personnes tuées dans la rue par les forces répressives. Dans le passé, le régime des mollahs a exécuté de nombreux prisonniers politiques comme des criminels de droit commun ou des trafiquants de drogue.